CONCILIUM

REVUE
INTERNATIONALE
DE THÉOLOGIE

160

ÉTHIQUE CHRÉTIENNE ET ÉCONOMIE
Le problème Nord-Sud

D. MIETH
J. POHIER
P. STEIDL-MEIER
S. LOMBARDINI
H. ABELE
R. RIDDELL
V. COSMAO
P. VERLOREN VAN THEMAAT
G. ENDERLE
A. LÜTHI
D. SENGHAAS
H. SCHÖPFER
M-D. CHENU
P. WOGAMAN
J. LUCAL
G. GUTIÉRREZ
E. DUSSEL

Éditorial

Protestation évangélique
et réflexion critique

Facteurs économiques
du conflit Nord-Sud

Pour une théorie
du conflit Nord-Sud

Tentatives
de réponse chrétienne

PUEBLA : RELATIONS ENTRE ÉTHIQUE CHRÉTIENNE ET ÉCONOMIE

par Enrique DUSSEL

Enrique Dussel est né en 1934, à Mendoza (Argentine). Docteur en philosophie et en histoire (Sorbonne), licencié en théologie (Paris). Professeur à l'université autonome de Mexico et au département de sciences religieuses de l'université hispano-américaine. Président de la commission des études de l'Église en Amérique latine (C.E.H.I.-L.A.). Participant au dialogue œcuménique des théologiens du Tiers Monde, à Dar-es-Salaam, Accra, Sri Lanka, Saõ-Paulo. Auteur des œuvres récentes suivantes : *Desintegración de la Cristiandad y liberación* (Désintégration de la chrétienté et libération), Sigueme, Salamanque, 1978 ; *Introducción a la filosofía de la liberación* (Introduction à la philosophie de la libération), Extemporaneos, Mexico, 1978 ; *Filosofía de la liberación* (Philosophie de la libération), Edicol, Mexico, 1977 ; *History of the Church in Latin America* (Histoire de l'Église d'Amérique latine), Eerdmans, Grand Rapids, 1980 ; *Filosofía ética latinoamericana* (Philosophie éthique latino-américaine), t. I-III, Edicol, Mexico, 1977 ; t. IV-V, USTA, Bogotá, 1979-1980 ; *Religión* (Religion), Edicol, Mexico, 1977 ; *Ethics and Theology of Liberation* (Éhique et théologie de la libération), Orbis Books, New York, 1978 ; *Los obispos latino-americanos y la liberación del pobre 1504-1620* (Les évêques latino-américains et la libération des pauvres, 1504-1620), CRT, Mexico, 1979 ; *De Medellín a Puebla* (1968-1979), Edicol, Mexico, 1979.

Adresse : Apdo. 11-671
Mexico 11, D.F. (Mexique)

Nous analyserons quelques aspects des relations existant entre l'éthique chrétienne et l'économie dans les derniers documents de la III[e] Conférence générale de l'épiscopat latino-américain qui s'est tenue en 1979 à Puebla de Los Angeles, au Mexique.

CONCILIUM 160, 1980, 165-179.

I. ÉTHIQUE CHRÉTIENNE ET ÉCONOMIE

En manière d'introduction, il nous faut d'abord, bien que d'une façon très résumée, dire clairement quel contenu nous donnerons aux deux termes de la relation : éthique chrétienne et économie [1].

1. L'éthique

Souvent, on pense que l'éthique consiste essentiellement en des principes, des normes, des lois, des valeurs. Et, cependant, le lieu *réel* de l'éthique, c'est la *praxis* elle-même, et elle est *éthique*, non parce qu'elle s'assortit de normes, ou obéit à des valeurs, ou réalise des vertus, mais à cause de quelque chose qui est antérieur et plus important. *Praxis* se dit pour une action qui s'adresse à une autre personne (*poiesis*, aussi en grec, s'adresse à la nature). Robinson Crusoé, en tant qu'il était seul sur son île, n'accomplissait aucune praxis, mais seulement des actes productifs (*poiesis*). La praxis érotique (un baiser), pédagogique (un cours), politique (le vote à l'assemblée), religieuse (l'adoration de l'Absolu), sont des actes pratiques.

La praxis est le *lieu* de l'éthique. L'éthique est un aspect ou détermination *réelle* de la praxis interpersonnelle. *L'éthique* de la praxis est justement, et en dehors de son *contenu* concret (que ce soit un baiser, un cours, un choix, une prière), *la manière* dont j'accède à l'autre comme autre, à la personne comme personne. L'éthique est le *comment* j'agis, je respecte, je manipule, j'use, je sers... l'autre en tant qu'autre.

La question est maintenant de pouvoir déterminer *quand* une praxis est éthiquement positive ou bonne, ou négative ou perverse. Le jugement *quant à* la praxis, *sur* la praxis, n'est pas l'essence de l'éthique, mais un moment second, réflexe, accidentel. De toute façon, la pensée classique énonçait comme critère pratique universel : « Opère le bien. » Mais un tel critère est trop abstrait (car chacun, chaque système, etc., pense que le « bien » est son projet propre ; même le projet de domination est le « bien » pour celui qui se propose de dominer). Kant pensait que « prendre la personne comme un but et non comme un moyen », était un critère valable. Et, cependant, un masochiste peut prendre la personne du despote comme une fin, et la praxis n'en est pas

1. Voir mon ouvrage *De Medellín a Puebla (1968-1979)*, Edicol-CEE, Mexico, 1979, 610 p. ; et mon article « Condiciones de la producción e interpretación del Documento de Puebla » (Conditions de la production et de l'interprétation du Document de Puebla) in *Servir* 81, 1979, 267-282. Sur « l'économie », voir mon article « Arte cristiano del oprimido en America latina » (Art chrétien de l'opprimé en Amérique latine), dans *Concilium* 152, février 1980, 55-70, et dans *Filosofia de la liberación*, 4.3.

bonne pour autant. Il semblerait que le critère absolu (valable pour *toute* situation possible) mais en même temps concret et historique (*celui-ci* est toujours quelqu'un, mais à tout moment peut être *autre*) soit : « Libère l'opprimé, le pauvre. » En tout système et toute relation humaine, ce critère s'oppose à la domination de l'homme par l'homme et œuvre en faveur de l'opprimé. Ce critère éthique est absolu, le plus critique, le plus rempli de bonté. L'action libératrice de l'opprimé est l'action qui mesure toute autre action comme éthiquement bonne. Au contraire : « Domine l'autre, réalise ton projet en te servant de lui », est le critère de la perversité, de la méchanceté. Ce serait long d'expliquer cette question[2].

2. *Éthique chrétienne*

La praxis chrétienne a des motifs beaucoup plus radicaux que la bonté humaine pour réaliser le critère éthique absolu. A Puebla, on dit : « Des hommes capables de forger l'histoire selon la *praxis* de Jésus » (*P* 178, *B* 279)[3]. En effet, l'action éthique chrétienne, ou mieux, la praxis chrétienne est celle qui, toutes proportions gardées, entre en relation avec l'autre *comme* Jésus le ferait dans sa situation historique concrète.

2. Cette question est la problématique de fond de mon ouvrage *Etica filosófica latinoamericana* (Éthique philosophique latino-américaine) (les tomes IV et V ont paru récemment dans USTA, Bogota, 1979-1980). Voir également l'ouvrage de vulgarisation *Ethic and Theology of Liberation* (Éthique et théologie de la libération), 1978.

3. *P* est la numération du document final de Puebla tel qu'il émanait des évêques. *B* est la numération du texte définitif édité à Bogota. La concordance est la suivante (puisque nous ferons nos citations à partir de *P*) :

P	*B*	*P*	*B*	*P*	*B*	*P*	*B*
8	16	52	93	262	278-284	906	1142
14	21-23	58	98	263	385	911	1147
17	28	62	102	307	432	917	1152
18	29	73	127-130	312	437	919	1154
19	30	84	147-148	332	460	920	1156
23	42-43	101	185-186	338	466	925	1160
25	46	105	190-191	343	472	973	1213
26	47-48	111	198	364	493	981	1221
27	50	146	246	367	496	984	1224
29	54-58	160	261	379	507	993	1232
30	59-62	162	263	406	545-546	1008	1247
31	63	178	279	407	547-548	1019	1258
33	67	210	313	410	551	1021	1260
35	64	211	314	411	552	1025	1264
38	70	213	316	579	737	1026	1265
40	72-75	224	327	585	744	1028	1268
42	79	225	328	623	782	1035	1278
46	83	226	329	833	1029	1039	1279
49	85-86	227	330	897	1134		
50	90-91	234	338	905	1141		

La *praxis* demeure définie par ce « il s'anéantit lui-même, prenant condition d'esclave » (*Ph 2,* 7, cité à Puebla en trois occasions : *P* 213, 585, 905). En prenant la situation de l'opprimé dans l'asservissement, de pauvre, de l'esclave, il est le point de départ de la praxis chrétienne, de l'éthique chrétienne. En étant *un parmi tant* (*Ph* 2, 7) de dominés, de pauvres, on comprend le sens global de la praxis de Jésus : « L'Esprit du Seigneur est sur moi, parce qu'il m'a consacré par l'onction pour porter la bonne nouvelle *aux pauvres* » (*Lc 4,* 18 ; *Is 61,* 1, texte biblique le plus cité à Puebla, six fois, entre autres : *P* 224, 262, 905, 906, etc.). La pauvreté subjective (ne pas posséder pour être libres), la lutte contre la pauvreté objective (des pauvres), règlent la praxis éthique chrétienne en face de la praxis fétichiste (*P* 364 sq.) de ceux qui construisent le royaume de ce monde.

Évidemment, il n'y a pas de pauvre sans riche, puisque la pauvreté du pauvre est l'effet du péché du riche qui le dépossède du fruit de son travail[4], et que même le *pauvre selon l'Esprit* (et non « le pauvre *en intention* ») n'existe pas s'il n'existe pas un riche, un pécheur, un oppresseur, devant lequel ledit pauvre doit supporter l'humiliation, la persécution, la souffrance pour ses frères, les pauvres. S'il n'y avait pas de riches, il n'y aurait pas de dominateurs, ni de pécheurs, nous ne serions pas dans le temps de l'histoire, mais dans le temps du Royaume déjà réalisé, au-delà de la parousie.

3. *L'économique*

Dernièrement[5], nous avons déjà indiqué que l'économique, dans son sens anthropologique et théologique le plus profond, rend les relations *pratiques* (qui concernent l'amour, la pédagogie, la politique, la religion) et *de production* (le travail qui transforme la nature pour pourvoir aux nécessités humaines) *réelles*. C'est-à-dire que la simple relation pratique (un baiser) est abstraite, ponctuelle, non encore institutionnalisée, si elle n'est pas en relation avec le cadeau, la maison, qui font de la relation d'amour une relation de couple. La relation économique est cette relation pratico-productive par laquelle les personnes se mettent en relation au moyen du produit du travail, où les choses se mettent en relation à travers ceux qui les produisent. Aussi, offrir quelque chose à quelqu'un, ou acheter, ou voler, sont des relations économiques. Le culte de Dieu est l'économie théologale (par laquelle on offre le pain, le corps du martyr, au Tout Autre).

L'éthique se trouve dans l'essence de l'économique, parce qu'il s'agit, en dernier ressort, dans le type ou l'aspect, de la relation qui s'établit

4. Voir mon article « The Kingdom of God and the Poor » (Le royaume de Dieu et le pauvre »), dans *International Review of Mission,* 270, avril 1979, 115-130.
5. Voir mon récent travail sur « *Arte cristiano del oprimido* » cité ci-dessus.

entre deux personnes en tant que producteurs de certains produits qu'on distribue, échange ou consomme selon diverses proportions : selon le type de relations pratiques pré-établies. Si par ses armes de fer et son cheval l'Indo-Européen domine les cultures agraires de la Mésopotamie, par exemple, et réduit ces dernières à l'esclavage, cet esclavage devient *réel* quand le dominateur (la classe à laquelle appartenait, par exemple, Aristote) s'approprie le fruit du travail de celui qu'il domine. S'approprier le fruit du travail de l'esclave est injuste, est mal, non en soi (prendre le blé et le garder dans le grenier), mais par la domination qui constitue et précède la relation maître/esclave. Le moment pratique (relation homme à homme) transforme le *réel* en économique ; mais l'éthique de l'économique procède de la relation pratique constitutive. Si l'homme domine la femme dans la société masculine, le foyer est la prison de la femme et son travail est exploité par l'homme.

4. *Éthique chrétienne et économie*

La praxis chrétienne de libération de l'opprimé, parce que le pauvre est le Christ, met en jeu dans leur essence concrète, historique, matérielle, les relations économiques en tant que telles. L'exigence : « J'ai eu faim et vous m'avez donné à manger » (*Mt 25,* 35 ; cité en *P* 111) est d'essence strictement économique : donner à quelqu'un un produit du travail. Mais donner à manger au pauvre, à l'opprimé (parce que, pauvre, il a faim), donner à cet opprimé à manger, c'est renverser le *système,* ses *structures,* ses *mécanismes,* ses *institutions* (tous ces termes employés à Puebla, comme nous le verrons). L'éthique chrétienne, la praxis imitatrice de celle du Christ, se situe dans la relation même des agents (entre *celui qui* échange, donne, achète, vole, etc. « quelque chose » *à quelqu'un*) qu'elle affirme ou nie, confirme ou change à partir du critère absolu : « Libère le pauvre, l'opprimé ! »

L'éthique chrétienne est contre le fétichisme de l'absolutisation de la praxis de domination, et, par cela même, athée de cette idolâtrie : se croire Dieu. L'économie chrétienne (ou le type de relations entre personnes à travers le produit de leurs travaux régi par la praxis chrétienne) rend *réelle* l'éthique chrétienne, la fait historique, concrète, institutionnelle, matérielle. Nous ne parlons ni du matérialisme cosmologique ou dogmatique (*P* 210 ou 406), ni du matérialisme pratique ou de consommation (*P* 211, etc.), mais d'un matérialisme *de production* adapté et compatible avec le christianisme. (Matérialisme de production, en ce sens que le produit *matériel* du travail est une référence inéluctable pour juger finalement toute action historique ; c'est le sens sacramentel ou cultuel, liturgique, de la nature comme théâtre de l'action transformante du travail.)

Il est évident que l'économie chrétienne remplit une fonction de dénonciation prophétique (*P* 234, 833, 897, 973, 1068, etc.). Ce qu'on appelle « doctrine sociale » de l'Église peut être considéré comme l'ensemble des dénonciations qui ont été faites à partir des positions prises à un moment de l'histoire contre les excès du capitalisme (mais pas contre son essence) et contre l'essence du socialisme (comme l'entendait le capitalisme). Mais *l'économie* chrétienne, qui n'est ni un système, ni une « troisième voie », est seulement le « foyer intentionnel » qui peut juger un système économique donné à partir de l'éthique chrétienne, c'est-à-dire les relations des agents à travers le produit de leurs travaux. Ou, mieux, c'est la praxis économique de Jésus : « A celui qui veut te faire un procès et prendre ta tunique, laisse-lui même ton manteau » (*Mt 5*, 40). Comme on peut le remarquer, cette praxis indique que la logique des systèmes économiques n'est pas le critère absolu de l'économie chrétienne, mais que, au contraire, l'action économique inclut toujours un moment critico-prophétique d'utopie, de désordre, de recherche d'un ordre de relations matérielles entre les personnes au moyen *plus justement* du produit de leurs travaux. Toute relation économique ou productive historique est jugée à partir de la relation des personnes dans le Royaume, où les relations entre les personnes consistent en l'économie parfaite, c'est-à-dire en sa disparition comme culte pur ou liturgie de Jésus Christ envers le Père.

II. ÉTHIQUE CHRÉTIENNE À PUEBLA

Dans une conférence comme celle de Puebla, les confrontations, les orientations différentes (« les douloureuses tensions », *P* 62 ; « les tensions et conflits », *P* 146, 579, 623)[6] étaient inévitables. Ce dont souvent on n'a pas conscience, c'est de l'origine des différences : les situations diverses ou les options pratiques *réelles* (par exemple, relativement aux classes sociales). De toute manière, nous prendrons celle qui, pour nous, est la structure essentielle du meilleur de Puebla, bien que, ensuite, nous montrerons d'autres positions (dans III *2* et IV *1*).

1. Péché social, structurel, institutionnel : ses mécanismes

On remarquera l'acceptation, de la part de tous les participants de Puebla, du péché comme une réalité structurelle (*P* 8, 19, 325 — « structure de péché » a dit le pape à Zapopan (981, 984, 993, etc.), *institutionnel* (*P* 25, 1020, etc.), ayant ses mécanismes (*P* 19, 38, etc.),

6. L'article cité en note 1, dans *Servir* (Mexico). On arrive à dire que « cette situation sociale n'a pas manqué de provoquer des tensions à l'intérieur de l'Église » (*P.*50).

qu'il constitue, ses *systèmes* (*P* 51 spécialement : « système de péché »). Le péché, ainsi entendu, inclut le péché purement individuel (*P* 38, 40, 101 sq., 226, 227, etc.). Mais le plus important est que ledit péché est considéré comme cause, c'est-à-dire que le péché a un *effet* : « Dans cette angoisse et cette douleur, l'Église discerne une situation de péché *social*... situation de pauvreté inhumaine... Si nous analysons plus à fond cette situation, nous découvrons que cette pauvreté n'est pas une étape *transitoire* (*B* : accidentelle), mais qu'elle est le produit de circonstances et de structures économiques, sociales et politiques... encore qu'il y ait d'autres *causes* à la misère » (*P* 17-18). Il y a une relation entre le péché et la pauvreté, et on découvre celle-ci comme son effet : cause structurelle, effet structurel. C'est une éthique chrétienne qui a dépassé l'individualisme subjectiviste et avance vers un réalisme historique ou social objectif, structurel. La subjectivité s'engendre et co-implique le mécanisme des structures institutionnalisées. On pourrait dire qu'à Puebla a disparu l'*ego* absolu qui s'affirme bon ou mauvais à partir de son horizon individuel. Il est toujours jugé d'après ses rôles, fonctions, comportements historiques, sociaux, économiques, politiques[7].

2. *Option pour les pauvres*

Même s'il était subjectivement à l'opposé, aucun groupe ne pourrait non plus éluder l'option fondamentale en faveur des opprimés et des pauvres (par exemple, dans les dizaines de fois où se répète cette *option* : « L'engagement de l'Église avec les pauvres et *les opprimés* », *P* 911). Cette « claire et prophétique option préférentielle de solidarité avec les pauvres » (*P* 897) situe Puebla dans la ligne fondamentale de Medellín et est, dans l'histoire des documents épiscopaux de l'Église, une nouveauté gênante pour les Églises riches (« A la lumière de la foi, nous considérons comme un scandale et une contradiction avec l'être chrétien que le fossé aille s'élargissant entre les riches et les pauvres... péché social dont la gravité est d'autant plus grande qu'elle concerne des pays qui se disent catholiques et qui ont la possibilité de changer », *P* 17).

Comme il n'y a pas de pauvre sans riche, et comme la pauvreté est structurelle, institutionnelle, sociale, et qu'elle se situe au plan de la dépossession du produit du travail d'une personne par une autre (donc, niveau économique, cf. *3.1*), cette option éthique n'est pas subjective, individualiste, moraliste. C'est une option éthique historique, sociale, objective, collective : « A l'attitude personnelle du péché... correspond toujours, sur le plan des relations interpersonnelles... la lutte entre

7. On parle péjorativement du fait que « certains prétendent asseoir leurs positions sur une profession de foi chrétienne subjective » (*P* 26 *c*).

groupes, *classes sociales* et peuples », *P* 225). C'est-à-dire qu'opter pour le pauvre, c'est opter pour une lutte de groupes, de classes, de peuples. *C'est entrer dans l'histoire réelle, dans toute l'histoire.* C'est assumer globalement l'essence du christianisme.

3. *Les pauvres comme « peuple »*

Mais il y a plus : le pauvre est entendu comme sujet collectif, ayant une capacité d'organisation et d'autoconscience historique, combative, libératrice. Le pauvre n'est pas *cet* individu seulement, mais les indigènes, les Afro-Américains, les paysans, les ouvriers, les marginaux, les chômeurs (*P* 20) ; ce sont les « intérêts des secteurs populaires majoritaires » (*P* 26) ; « c'est le cri d'un peuple qui souffre et qui demande la justice » (*P* 49) ; « les peuples pauvres » (*P* 73) ; « Jésus de Nazareth qui est né et a vécu pauvre au milieu de son peuple » (*P* 105) ; etc. Le pauvre fait partie d'une *classe* (« l'Église a intensifié son engagement dans les secteurs — ici, on évite le mot *classe* — exploités... Cette intensification donne à certains l'impression qu'elle laisse de côté les *classes* possédantes », *P* 84), mais faire partie d'un *peuple* est encore un concept plus riche, plus historique, plus réel. Et, en Amérique latine, par l'évangélisation d'il y a environ un demi-millénaire, le pauvre, c'est le « Peuple de Dieu » : « Le cri du peuple latino-américain... qui réclame la justice, peuple profondément religieux, peuple qui place en Dieu toute sa confiance » (*P* 52). Évidemment, il faudra éviter une interprétation « populiste » (et que parler de « peuple » inclut les classes dominantes dans le projet d'un capitalisme national où la bourgeoisie qui s'auto-dénommerait une partie du « peuple » aurait l'hégémonie), et situer la catégorie « peuple » dans un contexte de libération non seulement national, mais fondamentalement social : la libération des classes opprimées.

4. *« L'Église populaire »*

Parce que la pauvreté n'est pas seulement la situation individuelle d'une personne qui aurait pour cause un événement biographique, mais qu'il s'agit d'un peuple dépouillé historiquement et structurellement, l'option de l'Église pour les pauvres ne peut consister simplement en « l'aide » des riches, « l'aumône » des bons, la décision moraliste et subjective de quelques-uns, mais elle doit être l'engagement de l'Église avec ce peuple, comme Église *populaire*, assumant « la condition d'esclave » (*Ph 2*, 7), « il a campé [8] parmi nous » (*Jn 1*, 14). A Puebla, on dit que « cette vision de l'Église comme *peuple* historique et

8. « Camper », « établir sa tente », de σκηνή, *šekinah* de l'hébreu de l'Ancien Testament (*Ex 33*, 7). Si nous avons cité nos propres travaux c'est pour être plus rapide, pour ne pas allonger ce court article qui, en raison de sa brièveté peut trahir la pensée de l'auteur.

socialement *structuré*... l'Église comme *peuple* historique et institutionnel, représente la structure la plus vaste...» (*P* 160). Aussi, «le problème de *l'Église populaire,* qui naît du Peuple *ou de l'Esprit Saint* (*B* 263 élimine cet éclaircissement) présente divers aspects. Si on entend que, comme Église, elle cherche à s'incarner dans les milieux populaires du continent et que, par cela même, elle surgit de la réponse de foi que ces groupes donnent au Seigneur...» (*P* 162), dans ce cas l'expérience est valable. C'est-à-dire que l'engagement éthique chrétien a comme point de départ un «modèle» d'Église, un «modèle» qui existe dans les comportements prophétiques de nombreux chrétiens, à savoir : des grandes majorités que sont le peuple opprimé par naissance, structurellement, des groupes bien précis qui optent pour le peuple, pour vivre parmi les pauvres, lutter pour eux, qui assument leurs intérêts comme situation de classe opprimée, pauvre, dépossédée. Église missionnaire, lumière morale en Amérique latine, aussi au Nicaragua, au Salvador avec Mgr Arnulfo Romero, martyr et héros de l'Église populaire.

III. CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE, À PUEBLA

Ces conduites chrétiennes prophétiques, à cause de leurs exigences éthiques, se transforment en dénonciation du «*système* économique» (*P* 33, 35, etc.), interprété non comme micro-économie (l'entreprise, par exemple), mais comme macro-économie structurelle et historique. Nous n'en pouvons indiquer que quelques aspects, étant donné l'espace réduit de cet article

1. Le péché : injustice économique fondamentale

Le péché, à Puebla, ne se situe pas essentiellement, comme à d'autres époques, au niveau de la sexualité, de l'horizon individuel pratique, mais sa plus grande gravité se situe au niveau historique, structurel, *économique.* Dans le Message aux Peuples d'Amérique latine il est dit :

> Parce que nous croyons que la révision du comportement religieux et moral des hommes doit se refléter dans le domaine de l'évolution politique et économique de nos pays, nous invitons tous, sans distinction de classe à assumer la *cause* des pauvres, comme s'il s'agissait d'accepter et d'assumer leur propre *cause*, la cause même du Christ : «Ce que vous ferez à l'un des plus petits parmi mes frères, c'est à moi que vous l'aurez fait» (*Mt 25,* 40).

Ou, d'une autre manière :

> Les causes de cette situation d'injustice sont nombreuses, mais la racine de toutes se trouve dans le péché, tant sous son aspect personnel que dans les structures injustes» (*P* 1019).

Ou encore :

> Nous ne pouvons nous contenter d'une simple description des faits, nous devons aller jusqu'à leurs racines les plus profondes... l'existence de systèmes économiques qui ne considèrent pas l'homme comme centre de la société et ne réalisent pas les changements profonds et nécessaires en vue d'une société juste... Sans vouloir entrer dans l'aspect technique de ces racines, nous voyons qu'en leur profondeur existe un mystère de péché... (*P* 31-38).

C'est-à-dire que le péché (praxis de domination fétichiste) est vu en bloc à Puebla comme injustice au niveau de la production, de la distribution, de l'échange et de la consommation des biens. Biens dont les pauvres et les opprimés sont dépossédés par «les structures sociales, politiques et économiques injustes» (*P* 920), par «les mécanismes générateurs de cette pauvreté» (*P* 925). Le «Tu ne déroberas pas» (*Dt 5,* 19) se manifeste à Puebla comme le mode privilégié, premier du «Tu n'auras pas d'autres dieux devant moi» (*Dt 5,* 7), avec un sens historique, structurel, politique.

2. Solutions pour le développement : la «troisième voie»

A Puebla, il y a des options différentes quant à la lutte contre la pauvreté et l'injustice institutionnalisée, structurelle. A la III[e] Conférence, une position très ferme fut celle relative au développement :

> Le progrès économique significatif qu'a expérimenté le Continent *prouve* qu'il serait possible de faire disparaître l'extrême pauvreté et d'améliorer la qualité de la vie de notre peuple (*P* 14).

Si on pense faire disparaître «l'extrême» pauvreté (terminologie employée par la *Commission tripartite*), cela ne veut pas dire que la pauvreté disparaîtra. On laissera le pauvre dans un «état où il pourra subsister». De toute façon, on pense que, dans le système capitaliste dépendant, il est «possible» de déraciner la pauvreté ; donc que l'extrême pauvreté n'est pas institutionnelle, structurelle ou intrinsèque aux mécanismes du capitalisme, mais qu'elle est un fruit

éventuel, occasionnel, possible à éviter. Cet optisme à l'intérieur du capitalisme détermine le choix de développement présent à Puebla, non seulement dans les solutions économiques, mais aussi christologiques (un Christ « réformiste »), ecclésiologiques (une Église qui dénonce, mais depuis une prise de position petit bourgeois, c'est-à-dire qui ne critique pas l'essence du capitalisme, mais ses excès. Comme le petit bourgeois, qui envie le capital du grand bourgeois, ne critique pas le capital en tant que tel, *mais que l'autre* l'ait et en *grande* quantité).

La position « troisième voie » (ni capitaliste, ni socialiste, mais une « troisième voie » chrétienne) a été très présente à Puebla, en partie en raison du mécanisme même de la rédaction. Il y eut quatre rédactions, et, entre chacune d'elles, on pouvait introduire des modifications (*modi*). Si une Commission adoptait un texte critique contre le capitalisme, au moment des modifications un autre groupe proposait une critique du socialisme (Cf. *P* 23, 25, 26, 29, 30, 42, 50, 51, 58, 312, surtout 402-406, 409, etc.).

> Devant cette réalité, l'Église veut se garder libre face aux systèmes opposés, pour *opter seulement pour l'homme...* Par cette action audacieuse et créative, le christianisme fortifiera son identité dans les valeurs originelles de l'anthropologie chrétienne (*P* 410-411).

Selon cette doctrine, le christianisme apporterait un modèle historique propre (la Démocratie chrétienne ? Aujourd'hui, au Salvador, elle appuie une junte qui martyrise le peuple des pauvres), un modèle de Nouvelle Chrétienté qui engage l'Église dans « les aventures » capitalistes réformistes, qui ternit son image pour l'évangélisation, puisque souvent, par malheur, elle est « l'image de l'Église alliée aux puissants de ce monde » (*P* 46). De plus, comme on peut le remarquer, « opter seulement pour l'homme » exige immédiatement de poser la question : « pour l'homme opprimé ou oppresseur ? » A peu près à ce niveau on trouve « l'enseignement social » (*P* 343-350) et une vision culturaliste qui pose le diagnostic de la nécessité d'aider le passage d'une « culture agraire » à une modernisation de la « civilisation urbano-industrielle » (*P* 307), mais sans considérer les conditions de possibilités réelles d'un tel passage s'il doit se faire dans l'autonomie et non avec *un surcroît de dépendance et de sous-développement.*

3. Critique structurelle du système économique

Mais, à Puebla, on peut découvrir facilement une autre option. S'il est vrai qu'il faut « stimuler l'élaboration d'alternatives viables » (*P* 993), il ne faut pas cacher « qu'on a brisé les grandes espérances du développement » (*P* 1021), et qu'il est donc nécessaire d'ouvrir « les portes aux solutions de remplacement de la société de consommation »

(*P* 917). Ces alternances, utopiques pour certains, unique issue pour ceux qui se trouvent plongés dans la misère produite par les structures, ont tendance à présenter d'une manière très négative la réalité actuelle lorsqu'elles optent radicalement pour les pauvres : « Cette option exigée par la réalité *scandaleuse* de l'Amérique latine doit amener à établir une convivence humaine digne et fraternelle et à constituer une société juste et libre » (*P* 919). Dans cette situation, le chrétien n'offre pas une alternative propre (comme Jésus n'a offert aucune option de contenu politique ou économique précis), comme la Démocratie chrétienne, par exemple, mais, par contre, il montre l'incompatibilité du capitalisme de dépendance latino-américain avec les exigences de l'Évangile, et il ouvre la route pour de nouvelles alternatives non réformistes, mais authentiquement *nouvelles :* « L'économie de libre marché comme système en vigueur dans notre continent et légitimée par les idéologies libérales a élargi la distance entre riches et pauvres en opposant le capital au travail » (*P* 26). « Une froide technologie applique des modèles de développement exigeant des secteurs les plus pauvres un coût social parfaitement inhumain, et d'autant plus injuste qu'il n'est pas réparti entre tous » (*P* 27). Finalement, pour ces secteurs, la révolution nicaraguenne, par exemple, est un signe que l'histoire est en marche et que, grâce au Seigneur qui libère, David peut encore vaincre Goliath.

IV. QUELQUES THÈMES ÉTHICO-ÉCONOMIQUES À PUEBLA

A titre d'exemple, nous traiterons sommairement certaines questions éthico-économiques traitées à Puebla.

1. « L'industrialisme » de développement

Certains textes, comme nous l'avons déjà noté en II *2*, sont en faveur d'une modernisation *à l'intérieur* même du capitalisme de dépendance (qu'on ne nomme pas et dont on ne paraît pas connaître l'existence) : « Nous sommes dans une situation d'urgence. Le passage d'une société agraire à une urbanisation et industrialisation... » (*P* 332), « une civilisation urbano-industrielle » (*P* 338). Bien qu'on ait conscience des « effets dévastateurs d'une industrialisation incontrôlée et d'une urbanisation qui prend des proportions alarmantes » (*P* 367), c'est plutôt par le biais de l'écologie qu'on parvient aux causes et aux solutions. Mais il y a un aveuglement dans le fait de voir comme cause d'une industrialisation inadaptée la nécessité fétichiste de l'expansion et le profit du capital. Le système capitaliste ne peut mettre à la disposition des pays sous-développés une industrie adaptée à son degré de développement et aux nécessités des grandes majorités populaires.

Au contraire, comme l'exige la logique du capital, les industries sont en vue de l'exportation aux régions du centre (on exploite le bas salaire de l'ouvrier de la périphérie), ou pour les classes dominantes des pays pauvres (une minorité qui peut acquérir les produits qui permettent de s'assurer un bon profit). Tellement l'industrialisation et l'urbanisation sont les sous-produits du capitalisme impérialiste et subordonné ; mais on évite soigneusement de parler de cette question. C'est un réformisme à l'intérieur du capitalisme.

2. *Dépendance économique*

A l'inverse, on trouve aussi à Puebla des textes clairs, qui s'opposent à l'option théorique et pratique ci-dessus, et qui montrent l'existence de la dépendance structurelle : « Le fait de la dépendance économique, technologique, politique et culturelle ; la présence des sociétés multinationales qui, très souvent (quand est-ce non ? Nous nous le demandons !) veillent à leurs propres intérêts au prix du bien du pays » (*P* 36). On critique souvent « le déséquilibre socio-politique au niveau national et international » (*P* 1026 c), « le déséquilibre de la société internationale » (*P* 1035). Cela signifie que Puebla a maintenant une vision économique critique où on comprend que l'ordre international est *un,* et que la richesse des uns est la cause de la pauvreté des autres, et qu'à cause de cela « s'élargit le fossé entre les riches et les pauvres » (*P* 17).

Il est évident que la lutte contre la dépendance peut passer sous l'hégémonie d'une bourgeoisie nationale qui est en rivalité avec la bourgeoisie des régions développées du centre. Ce processus de libération serait « populiste » (puisque appuyé par le peuple, et cependant il est capitaliste). Au contraire, la lutte pour la libération de la dépendance passée sous l'hégémonie des classes populaires vise le capitalisme, et se lance dans la construction d'une société postcapitaliste. Les deux positions se trouvent exprimées à Puebla.

De toute façon, la pauvreté comme fruit du péché s'interprète comme une « exploitation causée par les systèmes d'organisation de l'économie et de la politique internationale : le sous-développement de l'hémisphère peut s'aggraver jusqu'à devenir permanent » (*P* 1026).

3. *Pénétration des sociétés multinationales*

Présentement la dépendance du capitalisme central s'organise par l'expansion des transnationales. On critique « la puissance des entreprises multinationales [qui] se place au-dessus de l'exercice de la souveraineté des nations et de la pleine autorité de leurs recours naturels » (*P* 1025). Car « toute nation [a le droit] de défendre et de

promouvoir ses propres intérêts face aux entreprises transnationales, en rendant nécessaire l'élaboration au niveau international d'un statut qui règle les activités desdites entreprises» (*P* 1035). Cela signifierait d'arriver à «un nouvel ordre international en accord avec les valeurs humaines de solidarité et de justice» (*P* 1039).

4. Caractère militariste du capitalisme de dépendance

La pression des masses a été si significative en Amérique latine depuis les années 60 — et l'Église populaire a accompagné et même donné l'impulsion à ce processus par ses héros et ses *martyrs* — que le développement d'un modèle de capitalisme de dépendance, seul peut le réaliser un État qui étouffe le peuple et qui a l'armée comme agent d'exécution. L'idéologie de cet État répressif est dénommée «sécurité nationale». A Puebla, la condamnation des régimes militaires mis en place sous l'influence nord-américaine et au bénéfice des multinationales et des bourgeoisies nationales en sujétion, en même temps que l'exigence du respect des droits de l'homme, a obtenu rapidement l'unanimité (excepté certains épiscopats du cône sud comme l'Argentine où quelques évêques se sont refusés à cette condamnation). C'est ainsi que la «théorie de la Sécurité nationale met l'individu au service illimité de la soi-disant guerre totale contre la menace du communisme» (*P* 211). On la nomme et on la condamne en *P* 379, et on dit même «qu'elle prétend se justifier dans certains pays d'Amérique latine comme doctrine de défense de la civilisation occidentale et chrétienne [mais] qu'elle développe un système de répression en accord avec son concept de guerre permanente» (*P* 407). Toutefois, il ne manque pas de prises de position militaristes (*P* 1008) qui espèrent plus en une évangélisation des militaires (et, par conséquent, de l'agent effectif du pouvoir en Amérique latine) qu'en celui du peuple des pauvres.

5. Défense des droits économiques des opprimés

Finalement, il est intéressant de noter que Puebla se déclare en faveur de la défense des «droits fondamentaux» (*P* 1028 ss) «face à la situation de péché». Droit à la vie, au *travail* (droit fondamental très souvent oublié, et que le capitalisme de subordination ne peut actuellement garantir étant donné son chômage structurel), à l'habitat, à la santé, au développement. Droit d'asile, de refuge, d'amnistie qu'ont ceux qui émigrent à cause de leur pauvreté ou pour des raisons politiques. Droit, devant la torture, au respect de la personne, surtout droit des mouvements populaires. Enfin, Puebla plaide devant les angoisses du peuple face «à la répression systématique ou sélective,

accompagnée de délation, violation de la vie privée, contraintes abusives, torture, exil» (*P* 23).

La cause de telles actions n'est pas le sadisme psychologique, mais est le résultat de circonstances et de *structures économiques*, sociales et politiques qui donnent naissance à cet état de pauvreté» (*P* 19) ; pauvreté, faim, qui mobilisent les peuples en vue de leur libération.

(*Traduit de l'espagnol par sœur Jacqueline Dumont.*)